

GUIDE SUR MA PREMIERE PERMANENCE MINEURS

DEFEREMENT

Ø **Trouver le dossier ... au Parquet des Mineurs** : le dossier y arrive en 1er pour enregistrement.

En cas d'intervention durant un week-end ou après 17 heures, les portes du TPE et du Parquet sont verrouillées. Il faut dans ce cas faire appel au personnel de la sécurité pour se faire ouvrir les portes, ou bien appeler le greffe du parquet : 04-67-12-62-54 ou le TPE : 04-67-12-61-51

Une fois au Parquet, il faut se renseigner pour savoir s'il y a des réquisitions de saisine du Juge des Libertés.

Si le dossier n'est pas au Parquet, le dossier est au JDE ou au JI.

Ø **Consulter le dossier et particulièrement les pièces suivantes**

- Les procès-verbaux de synthèse,
- Le procès-verbal d'interpellation,
- Les auditions de garde à vue du client et des co-auteurs,
- Les plaintes et auditions des victimes,
- Les éventuelles confrontations,

Il est IMPORTANT de vérifier la régularité des règles de procédure relatives à la garde à vue : notification des droits, récapitulatif du déroulement de la garde à vue... (se référer au memento GAV mineur disponible sur le site de l'ordre)

Si l'on est désigné pour deux mineurs dans le même dossier, il faut vérifier qu'il n'y a pas de conflits d'intérêts. S'il existe un conflit d'intérêt, contacter le coordinateur pour la désignation d'un autre confrère, afin que chaque mineur ait son avocat.

Ø **Rencontrer la famille du mineur** qui attend souvent au rez-de-chaussée à côté des bureaux des éducateurs de la PJJ. Les informer que l'on viendra discuter avec eux après avoir pris connaissance du dossier en leur précisant que l'on ne peut leur donner d'information sur le fond du dossier excepté l'infraction qui est reprochée au mineur et les réquisitions du parquet (détention provisoire ou pas).

Ø Rencontrer l'éducateur PJJ du tribunal qui est en charge du dossier et qui a donc discuté avec le mineur et sa famille

L'éducateur de la PJJ fait un rapport écrit qui sera remis au JI ou JDE. Il est IMPORTANT de le lire avant la MEE mais il est fréquent que l'éducateur n'ait pas eu le temps nécessaire pour le rédiger et nous le communiquer. Dans ce cas, il faut demander un résumé oral.

Ø Rencontrer le mineur

Il faut faire appeler la souricière (geôles au sous-sol, où attend le mineur) par l'accueil du TPE s'il est ouvert ou par l'éducateur (numéro du poste : 62-49).

Ne pas hésiter à informer le Greffier de l'avancement de notre intervention afin que le JDE ou le JI puisse s'organiser et nous trouver en cas de nécessité.

L'ENTRETIEN AVEC LE MINEUR :

L'entretien se déroule dans les geôles, dans la salle dédiée avec l'avocat afin de respecter la confidentialité des échanges, souvent au rez-de-chaussée à côté de la salle d'audience du TPE, où l'escorte a amené le mineur.

NB Il faut un badge pour y accéder, ce que nous n'avons pas...

Il suffit de frapper à la porte qui se trouve à gauche de l'entrée de la salle d'audience du TPE et les policiers de l'escorte viennent nous ouvrir.

Il faut refuser :

- que l'entretien se fasse ailleurs que dans une pièce permettant la confidentialité.
- que le mineur reste avec des menottes lors de cet entretien

Rappeler au mineur que :

- Le juge va lui donner trois possibilités : répondre aux questions, faire des déclarations spontanées ou se taire.
- Si le procureur demande sa détention, lui expliquer comment se déroule l'audience (notamment délai pour préparer sa défense) car on a rarement le temps de le revoir avant l'audience devant le JLD.
- lui expliquer ce que la PJJ a éventuellement trouvé comme alternative à la détention.

Il ne faut pas négliger cette première prise de contact où on a peu de temps pour instaurer un rapport de confiance.

Ne pas hésiter à faire une note si constat d'un problème de santé, de violences policières, de compréhension, si besoin d'un interprète... et d'informer le Juge de ces difficultés.

JUGE DES ENFANTS (JDE) :

Durant l'audience devant le JDE, l'avocat fait ses observations en dernier : plaidoirie sur le fond (éventuellement demande de non-lieu, demande de statut de témoin assisté) et l'opportunité de la saisine du JLD ou sur les modalités du CJ.

A la sortie de la MEE, trois options : saisine du JLD / CJ / mesures éducatives

Si réquisition de CJ :

- Débat contradictoire en présence du procureur si mineur de moins de 16 ans
- Si le mineur a plus de 16 ans, présence du procureur pas nécessaire, réquisitions écrites suffisantes

Le Juge d'instruction est saisi si :

- faits de nature criminelle
- co-auteurs avec mineurs et majeurs
 - déferrement le week-end, car il n'y a pas de permanence des juges des enfants
- dossier complexe

Le JI saisit quasiment systématiquement le JLD.

A la différence du JDE, le JI considère que l'avocat n'a pas à être entendu dans son cabinet sur l'opportunité de la saisine du JLD et que ce débat doit avoir lieu devant le JLD

DEVANT LE JUGE DES LIBERTES ET DE LA DETENTION (JLD) :

Il est possible de demander un délai pour préparer la défense : 4 jours ouvrables.

Attirer l'attention du mineur sur le risque d'une incarcération si délai demandé.

Audience non publique, mais parents du mineur présents

Educateur PJJ également présent (il fait un rapport oral)

Plaidoirie en défense :

- répondre aux arguments retenus par le Procureur (développés à l'oral dans ses réquisitions et mentionnés dans son réquisitoire écrit) (se référer à l'article 144 du CPP)
- s'appuyer sur le rapport de l'éducateur et ses propositions
- rappeler que l'alternative à l'enfermement n'est pas forcément un placement : **la remise à parent est une alternative à l'enfermement !**
- théoriquement il n'y a pas lieu à aborder le fond du dossier mais les magistrats n'hésitent pas à le faire, il ne faut donc pas hésiter à le faire quand cela peut être utile à la défense de votre client.

Procédure de présentation immédiate des mineurs : PIM

Article 14-2 de l'ordonnance de 1945

Procédure pour les mineurs de 13 à 18 ans, déjà connus (déjà jugés ou dans une affaire en cours)

La peine encourue doit être supérieure à un an en cas de flagrance et à trois ans dans les autres cas.

Les faits ne doivent nécessiter aucune investigation supplémentaire

Des investigations sur la personnalité du mineur doivent avoir été réalisées au cours des 12 derniers mois.

Ces conditions sont cumulatives

Procédure en trois phases :

- On passe d'abord devant le procureur : on peut soulever la question de l'opportunité de la PIM et interroger sur les éléments de personnalité au dossier

Le procureur informe le mineur qu'il sera jugé devant le TPE et donne la date d'audience

- Ensuite, on passe devant le JDE pour CJ ou le JLD pour la détention provisoire

Pas de mise en examen

COPJ AUX FINS DE JUGEMENT DEVANT LE JUGE DES ENFANTS EN CHAMBRE DU CONSEIL, (COPJ JE) :

L'article 5 al 3 de l'ordonnance de 1945 : le procureur de la République peut donner instruction à un OPJ ou à un APJ de notifier au mineur une convocation à comparaître devant le juge des enfants pour être jugé, sans phase de mise en examen.

Délai de 10 jours en principe entre la convocation et le jour fixé pour la comparution

La PJJ doit être consultée aux fins d'établir un RRSE (recueil de renseignement socio-éducatif) avant toute décision du juge des enfants.

Le juge des enfants statue par jugement en chambre du conseil et, s'il y a lieu, sur l'action civile.

JE peut prononcer l'une des mesures prévues aux 2° à 6° de l'article 8 : dispense de mesure, admonestation, remise à gardien, mise sous protection judiciaire, placement (sauf CEF) et une mesure de réparation dans les conditions prévues à l'article 12-1.

Le juge des enfants ne peut donc pas prononcer une mesure d'activité de jour ni une mesure de liberté surveillée.

Si les investigations sur la personnalité du mineur ne sont pas suffisantes à ce stade, on peut recourir à la césure lorsque les perspectives d'évolution de la personnalité du mineur le justifient, faisant application des articles 24-5 et 24-6, le procès se déroulera en deux étapes dans le cadre d'une **césure** :

- Lors de la première audience de comparution, le juge des enfants devra statuer sur la culpabilité et s'il y a lieu sur l'action civile présentée par la victime. Puis il prononcera la césure du procès et il renverra l'affaire à une prochaine audience en chambre du conseil, au plus tard dans le délai de 6 mois. Au cours de ce délai, le mineur pourra faire l'objet d'une des mesures pré-sentencielles suivantes: investigation, placement dans un établissement (hors CEF), liberté surveillée préjudicielle, mesure d'activité de jour, mesure de réparation.
- Lors de la deuxième audience, le JE prononcera la mesure éducative qu'il estime la plus adaptée, au regard de la personnalité et du parcours du mineur. Toutes les mesures éducatives pourront alors être ordonnées.

Si les faits nécessitent des investigations supplémentaires : Le juge des enfants peut faire application des articles 8 et 10 dans le cadre d'un supplément d'information. Le juge des enfants peut donc dans cette hypothèse procéder à toutes diligences sur les faits et peut en outre ordonner une mesure d'investigation sur la personnalité, une mesure de liberté surveillée préjudicielle (art 8 al8), une mesure d'activité de jour (art 8 al 5) ou un placement.

COPJ AUX FINS DE JUGEMENT DEVANT LE TRIBUNAL POUR ENFANTS

L'audience doit se tenir dans un délai compris entre 10 jours et 2 mois

Conditions :

Elle n'est **applicable qu'aux mineurs âgés de 13 ans au moins** encourant une peine d'emprisonnement d'au moins 5 ans et aux **mineurs âgés d'au moins 16 ans** encourant une peine d'emprisonnement d'au moins 3 ans ;

Le mineur doit faire l'objet ou avoir fait l'objet d'une ou plusieurs procédures en application de l'ordonnance du 2/2/45. Il ne s'agit donc pas seulement des mineurs déjà

condamnés, mais aussi des mineurs mis en examen, ou prévenus dans le cadre d'une présentation immédiate ou d'une précédente COPJ devant le TPE + composition pénale.

Des investigations sur les faits ne doivent pas être nécessaires ;

Des investigations sur la personnalité (enquête sociale, mesure judiciaire d'investigation éducative, investigation et d'orientation éducative, expertise) doivent avoir été accomplies au cours des douze mois précédents par le juge des enfants et possibilité de passer outre cette exigence si l'absence d'élément de personnalité est due à une carence du mineur.

Toutefois, et par exception, conformément à l'article 24-7 de l'ordonnance du 2/2/45, le procureur de la République peut recourir à la COPJ devant le tribunal pour enfants même en l'absence de ces mesures d'investigation. Dans ce cas la césure du procès doit être requise par le parquet et ordonnée par le tribunal.

Phase de jugement devant le TPE : dans un délai de 10 jours à un mois

DEVANT LA CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

L'audience se passe à la Cour d'Appel.

Aller consulter le dossier au greffe de la Cour d'Appel (1er étage) avant l'audience.

Pour accéder au greffe, demander un badge à la bibliothèque de l'Ordre ou à l'accueil de la Cour en laissant sa carte professionnelle.

Penser à consulter les réquisitions du Parquet.

Si on veut déposer des pièces, il faut impérativement déposer un mémoire avec copie des pièces au greffe au plus tard la veille de l'audience avant 16h. Si on n'a pas déposé de mémoire (même quelques lignes), la chambre de l'instruction refusera de prendre les pièces.

Contacter l'éducateur PJJ pour faire le point avec lui avant l'audience (soit éduc PEAT, soit éduc du lieu de détention).

Demander à s'entretenir avec le mineur avant l'audience dans les geôles s'il est détenu.

FAIRE APPEL

- Faire appel de l'ordonnance du JLD :

Où ?

Au greffe du JLD (derrière la salle d'audience)

Quand ?

Le délai d'appel est de 10 jours

Qui ?

Le mineur peut faire appel au greffe de la maison d'arrêt.

L'avocat peut faire appel au greffe du JLD

Pas besoin de pouvoir mais veiller à avoir l'accord écrit du mineur

Comment ?

Pour faire appel, aller au greffe avec une copie de la décision

Penser à demander la comparution du mineur au moment où vous faites appel, car sinon il ne sera pas extrait pour comparaître devant la chambre de l'instruction

- Faire appel d'un jugement TPE :

Où ?

Au greffe du TPE (bureau derrière l'accueil)

Quand ?

Dans un délai de 10 jours à partir du prononcé du jugement si le mineur était présent à l'audience, ou représenté.

Si le mineur n'était pas présent à l'audience, le délai de 10 jours court à compter de la signification.

Qui ?

Si le mineur est détenu, la lettre est remise surveillant-chef de la maison d'arrêt qui la remet au Greffe.

Le mineur peut faire appel seul au greffe du TPE.

L'avocat peut faire appel au greffe du TPE.

Pas besoin de pouvoir mais veiller à avoir l'accord écrit du mineur.

L'appel est suspensif sauf si le TPE a prononcé l'exécution provisoire.

DEFENSE MINEUR VICTIME

L'intervenant de permanence peut être appelé pour défendre un mineur victime. S'assurer qu'on n'est pas déjà intervenu dans le cadre d'une précédente permanence pour l'auteur de l'infraction (ce qui peut être le cas si on intervient régulièrement à la permanence).

Il faut remplir un dossier d'AJ et jamais une CO. Penser à solliciter les parents sur la possibilité d'une prise en charge de votre intervention par leur assurance responsabilité civile.

Ecrire au greffe pour indiquer votre intervention pour le mineur victime et demander une copie du dossier ou venir le consulter au TPE.

Penser à prévenir l'avocat du prévenu de votre intervention et lui communiquer vos conclusions et pièces avant l'audience de jugement.

MISE EN CAUSE DES ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE

Attirer l'attention des parents sur la nécessité de faire une déclaration de sinistre auprès de leur assureur responsabilité civile. Ils peuvent le faire jusqu'au jour de l'audience de jugement. C'est important de procéder à la déclaration de sinistre dans un délai qui permette à l'assureur de comparaître à l'audience de jugement quand les enjeux financiers sont importants.

Attirer également l'attention des parents sur le fait qu'une franchise est souvent stipulée aux termes de leur contrat d'assurance et, en conséquence, que cette somme demeurera à leur charge.

Attirer l'attention des parents sur le fait qu'il ne faut pas négliger le fait que des sommes puissent être mises à leur charge car il existe un mécanisme d'indemnisation (SARVI) qui règlera les sommes dues à la partie civile, qui se retournera ensuite contre eux en demandant 30 % de plus à régler.

Ne pas céder si l'Assureur RC vous indique qu'il ne couvre pas car c'est un délit intentionnel : il n'en a pas le droit !

Concernant l'action civile, la condamnation prononcée entre les coauteurs est « *in solidum* » ce qui signifie que l'un des auteurs peut être poursuivi seul à charge pour lui de se retourner ensuite contre les autres.

Les parents sont condamnés solidairement entre eux, et « *in solidum* » avec leur enfant mineur s'agissant des dommages et intérêts, mais pas pour la somme allouée au titre de l'article 475-1 CPP ;

Quand les parents sont séparés et qu'un jugement du JAF fixe le domicile de l'enfant chez un parent, celui-ci est en principe seul responsable. Certains parents chez qui l'enfant n'est pas domicilié viennent le soutenir à l'audience de jugement.... Ce n'est pas l'exercice conjoint de l'autorité parentale qui est retenu mais la cohabitation juridique de l'enfant avec ses parents.

Quand l'enfant est placé, la responsabilité est transférée au Conseil Général. Depuis un arrêt du Conseil d'Etat en date du 1^{er} juillet 2016, il ne semble plus y avoir de distinction entre le placement contractuel et le placement judiciaire, le critère étant de savoir si le Conseil Général prend en charge de manière globale et durable le mineur.

PROTECTION JURIDIQUE

Penser à demande aux parents s'ils ont une protection juridique, c'est toujours mieux que l'indemnisation au titre d'une CO !

Et s'ils en ont une, se faire régler par la protection juridique et ne pas déposer sa CO.